

# JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

MEMEROTECA  
SALA 2  
ÉSTANTE 2866  
TABEA 32

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

**EDOUARD CLUNET**

par

**ANDRE - PRUDHOMME**

Rédacteur en Chef :

**BERTHOLD GOLDMAN**

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du

**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
- S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- H. BLIN, Président de la 1<sup>re</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
- R DROUILLAT, Président de la 2<sup>e</sup> Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
- P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
- G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
- P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
- P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
- M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
- J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
- M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
- R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

**EDITIONS TECHNIQUES S. A.**

Distributeur général

123, rue d'Alésia

**P A R I S (XIV<sup>e</sup>)**

1965

## SOMMAIRE

1965 (92<sup>e</sup> année). — 3<sup>e</sup> livraison. — Juillet, août, septembre

## Doctrines

- Le droit français et la diversité des langues, par Philippe MALAURIE . . . . . 565  
 La Banque Internationale de Coopération Economique, par LAZAR  
 FOCSENEAU . . . . . 591

## Variétés

- L'affaire des emprunts norvégiens devant les juridictions de Norvège,  
 par Edvard HAMBRO . . . . . 613

## Jurisprudence

- BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,  
 par B. GOLDMAN, P. LEVEL, A. PONSARD et J. RIBETTES-TILLHET . . . . . 628

## Arbitrage.

- Contrat international. — Clause compromissoire souscrite par un établissement public. — Interdiction de compromettre des articles 83 et 1004 C. proc. civ. — Caractère d'ordre public international. — Non. — Applicabilité comme règle de capacité, relevant du statut personnel. — Non. — Question relevant de la loi du contrat. — Loi étrangère compétente admettant la validité de la clause compromissoire. — Clause reconnue valable . . . . . 646

## Communauté économique européenne.

- Sécurité sociale. — Assurance vieillesse. — Travailleurs migrants. — Italiens. — Cotisations versées successivement en Italie et en France. — Calcul de la pension. — Règlements 3 et 4 du Conseil de la Communauté. — Application . . . . . 642

## Conflits de juridictions.

- Litige entre Français. — Article 15 du Code civil. — Renonciation. — Divorce. — Matière d'ordre public. — Absence de fraude à la loi. — Validité de la renonciation . . . . . 628.

## Contrat international.

- Emprunt. — Clause valeur or. — Exécution poursuivie en France. — Loi française compétente. — Validité de la clause . . . 637

## Conventions internationales.

- Application. — Publication. — Clause d'un traité prévoyant son entrée en vigueur à compter de sa signature. — Effet rétroactif en-deçà de la date de publication . . . . . 628

## Filiation naturelle.

- Reconnaissance. — Mère française de statut civil français. — Père français de statut musulman algérien. — Statut du père ne permettant pas la reconnaissance. — Vocation imprescriptible de l'enfant naturel français à être reconnu . . . . . 634

- Reconnaissance. — Parents et enfants relevant de statuts personnels différents. — Loi applicable. — Loi de l'enfant . . . . . 634

**Jugements étrangers.**

Exequatur. — Contrôle de l'application de la loi française par le juge étranger. — Conformité à l'ordre public de la décision étrangère. — Divorce. — Adultère. — Absence de collusion frauduleuse entre les époux ..... 628

**Sécurité sociale.**

Assurance vieillesse. — Travailleurs migrants. — Italiens. — Cotisations versées successivement en Italie et en France. — Calcul de la pension. — Communauté économique européenne. — Règlements 3 et 4 du Conseil de la Communauté. — Application ..... 642

## CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,

par P. AYMOND, B. GOLDMAN, J. RIBETTES-TILLHET, J.-B. SIALELLI et M. SIMON-DEPITRE ..... 651

**Capacité.**

Service militaire. — Engagement dans la Légion étrangère. — Age requis. — Difficulté relative à la capacité civile. — Non. — Compétence de la juridiction administrative ..... 656

**Conflits de juridictions.**

Art. 14 et 15 du Code civil. — Application en matière de succession (oui). — Demande de partage et licitation d'un immeuble situé à l'étranger (non) ..... 664

Compétence. — Appel en garantie. — Clause attributive de juridiction. — Article 14 du Code civil. — Renonciation ..... 660

Exception d'incompétence. — Contredit (oui). — Immunité de juridiction ..... 660

Exception d'incompétence. — Déclinatoire *in limine litis*. — Tribunal de commerce. — Défense au fond ..... 660

Parties belges. — Conversion de séparation de corps en divorce. — Compétence ..... 665

**Convention franco-belge du 8 juillet 1899.**

Contestations entre Belges. — Application (non). — Assimilation du Belge au Français. — Article 14 du Code civil. — Application (non) ..... 665

**Divorce.**

Epoux de nationalités différentes. — Epoux séparés de corps, habitant séparément en France. — Loi française applicable .... 657

**Etrangers (Conditions des).**

Activités réglementées. — Résidents privilégiés. — Interdiction d'exercer ..... 653

**Filiation.**

Recherche de paternité. — Loi applicable ..... 666

**Immunité d'exécution.**

Etat étranger. — Demande en validité de saisie-arrêt. — Immunité (oui) ..... 655

**Immunité de juridiction.**

Etat étranger. — Garantie de l'emprunt contracté par une ville étrangère. — Immunité (non) ..... 655

**Jugements étrangers.**

Exequatur. — Compétence. — Atteinte aux droits de la défense. 666

**Nationalité.**

Contentieux de la nationalité. — Refus par le ministre de la population d'enregistrer une déclaration de reconnaissance de nationalité française. — Recours. — Dépôt d'une copie de la demande à la Chancellerie. — Absence. — Irrecevabilité en l'état ..... 651

**Sécurité sociale.**

- Maladie professionnelle. — Règlements C.E.E. n<sup>os</sup> 3 et 4. — Application. — Détermination de la législation et de l'institution compétentes. — Cassation. — Saisine de la juridiction de renvoi. 658

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE BELGE,  
par Raymond ABRAHAMS, J. J. ABRAHAMS et Sophie BRESLAW ..... 668

**Abordage.**

- Abordage entre deux navires étrangers survenu dans les eaux territoriales étrangères. — Loi régissant l'action en réparation et notamment la faculté pour le propriétaire du navire abordeur d'invoquer certaines limitations de sa responsabilité. — *Lex loci delicti commissi* ..... 684
- Responsabilité civile. — Eaux territoriales. — *Lex loci delicti commissi* ..... 683

**Adoption.**

- Non réalisable suivant loi nationale de l'adoptant. — Règle de conflit nouvelle mettant à l'écart cette loi ; intérêt prépondérant de l'adopté ; application unique de sa loi nationale permettant l'adoption ..... 678
- Capacité d'adopter. — Loi nationale de l'adoptant. — Autorisation d'adopter avant 50 ans prévue par la loi italienne. Droit de l'accorder. — Compétence des Tribunaux belges (non) ..... 677

**Conflits de juridictions.**

- Action en revendication. — Action en restitution d'un dépôt. Tribunal du lieu de la détention ..... 687

**Conflits de lois.**

- Acte législatif égyptien sans effet sur des biens situés en Belgique. — *Lex rei sitae* ..... 687

**Coopération judiciaire internationale.**

- Signification. — Convention de La Haye sur la procédure. — Signification d'actes à l'étranger. — Formalités. — Langue de la demande adressée à l'autorité désignée par l'Etat requis. — Langue de l'autorité requise ..... 688

**Divorce.**

- Divorce d'étrangers par consentement mutuel. — Consentement des parents requis par leur loi nationale. — Forme du consentement ..... 674
- Epoux de nationalité différente dont l'un réfugié établi en Belgique. — Statut régi par la loi belge. — Applicabilité de la législation belge ..... 675
- Epoux de nationalité étrangère. — Loi du 27 juin 1960 ..... 674
- Jugement étranger. — Opposabilité en Belgique. — Preuve de l'injure grave. — Ordre public ..... 675

**Etranger.**

- Autorisation par le Roi d'établir son domicile en Belgique. — Jouissance des mêmes droits civils que les Belges. — Inscription de la résidence au registre des étrangers. — Effets ..... 669

**Filiation naturelle.**

- Conflit de lois. — Reconnaissance volontaire. — Loi de l'auteur de la reconnaissance. — Légitimation. — Loi des légitimants seule applicable ..... 680
- Enfant naturel étranger. — Action alimentaire intentée contre le père présumé de nationalité belge. — Conflit de lois. — Application de la loi personnelle de l'enfant, sous réserve des dispositions d'ordre public international belge ..... 682
- Enfant naturel étranger. — Action en paiement d'aliments. — Père de nationalité belge. — Conflit de lois. — Application de la loi nationale de l'enfant. — Imprescriptibilité de l'action dans

|   |     |
|---|-----|
| le droit étranger applicable au fond. — Inopposabilité de l'ordre public international belge. — Fins de non recevoir, tirées du fond, régies par la loi applicable au fond. — Application des exceptions prévues par la loi de l'enfant ..... | 681 |
| Nationalité. — Enfant naturel belge. — Mère acquérant par mariage une nationalité étrangère. — Absence d'effet sur la nationalité de l'enfant .....   | 680 |
| Ordre public international belge. — Art. 331 du Code civil français concernant la légitimation. — Ordre public international belge. — Contrariété. — Non .....  | 680 |
| <b>Garde d'enfant.</b>  |     |
| Modification. — Divorce étranger par consentement mutuel. — Conflit de juridiction. — Compétence. — Critère d'ordre public belge justifiant la modification : intérêt de l'enfant .....   | 676 |
| <b>Loi étrangère.</b>   |     |
| Preuve. — Interprétation. — Juge du fond .....  | 671 |
| <b>Mariage.</b>   |     |
| Capacité d'ester en justice. — Femme mariée de nationalité étrangère. — Statut personnel. — Non-contrariété à l'ordre public international belge .....  | 673 |
| Epoux belges. — Célébration à l'étranger. — Nullité. — Mariage putatif .....  | 672 |
| <b>Minorité.</b>  |     |
| Représentation en justice d'un enfant étranger. — Statut personnel .....  | 672 |
| <b>Nationalité.</b>   |     |
| Enfant naturel. — Reconnaissance inopérante suivant la loi du père .....  | 668 |
| <b>Séparation de corps et de biens.</b>   |     |
| Conversion. — Divorce d'un époux belge. — Application de la loi belge .....   | 676 |
| <b>Succession.</b>  |     |
| Ouverture en Belgique. — Biens immobiliers sis à l'étranger. — <i>Lex rei sitae</i> . — Protection des intérêts des mineurs en territoire étranger. — Vente publique en présence de leurs tuteur et subrogé tuteur .....                      | 686 |
| <b>Sûretés réelles.</b>   |     |
| Privilège. — Conflit de lois. — Loi compétente pour créer un privilège. — Loi du pays sur le territoire duquel se trouvent les biens affectés à ce droit .....  | 685 |
| <b>Transport.</b>   |     |
| Conflit entre la convention internationale sur la circulation routière du 19 septembre 1949 et la législation belge interne ...   | 682 |
| CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DANOISE,<br>par Allan PHILIP .....   | 689 |
| <b>Assurances.</b>  |     |
| Marchandises avariées au cours du transport. — <i>Lex contractus</i> .  | 693 |
| <b>Biens.</b>   |     |
| Transfert de la propriété de la chose en garantie d'un prêt. — Vente par l'emprunteur. — <i>Lex situs</i> .....   | 691 |
| <b>Conflits de juridictions.</b>  |     |
| Compétence des tribunaux danois. — Défendeur étranger propriétaire de biens sis au Danemark. — Définition desdits biens.  | 696 |
| Vente commerciale. — Compétence des tribunaux danois. — Défendeur étranger propriétaire de biens sis au Danemark ....   | 695 |

**Divorce.**

Divorce prononcé au Mexique à la demande du mari. — Reconnaissance. — Ordre public. — Effets du remariage ..... 690

**Immunité de juridiction.**

Renonciation. — Négociations en vue du retrait de la renonciation ..... 695

**Protection diplomatique.**

Double nationalité. — Nationalité dominante ..... 689

**Responsabilité.**

Délit civil. — *Lex loci delicti* ..... 693

**Responsabilité civile.**

*Lex loci delicti* ..... 693

**Succession.**

Effets juridiques de l'adoption. — Limites de la faculté de tester (réserve) ..... 694

**Transports terrestres.**

Marchandises avariées au cours du transport. — *Lex contractus*. 692

CHRONIQUE DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

par Robert KOVAR ..... 697

**Ordre juridique communautaire et ordres juridiques des Etats membres.**

Rapports. — 1° Economie générale de ces rapports. — 2° Nature juridique de certaines dispositions du Traité (art. 37, 52, 53, 92, 93, 102). — Droits immédiats dans le chef des particuliers. — Protection par les juridictions internes ..... 697

**Traité C.E.C.A., article 33.**

Association d'entreprises. — Accès à la Cour ..... 726

**Traité C.E.C.A., articles 80 et 65.**

Association d'entreprises. — Soumission aux dispositions concernant les ententes ..... 726

**Traité C.E.E., articles 30 à 37.**

Restrictions quantitatives. — Monopoles commerciaux présentant un caractère commercial. — Obligations des Etats membres. — Demande de décision préjudicielle au sens de l'article 177 du traité C.E.E. par le Tribunal civil de Rome dans le litige S.A.R.L. Albatros contre Société des pétroles et des combustibles liquides S.O.P.E.C.O. .... 718

**Traité C.E.E., article 37, alinéa 2.**

Restrictions quantitatives. — Elimination. — Monopoles nationaux présentant un caractère commercial. — Obligations des Etats membres ..... 697

**Traité C.E.E., article 177.**

Décision préjudicielle. — Compétence de la Cour de justice des Communautés européennes. — 1° Compétence de la Cour et des juridictions nationales. — 2° Spécificité de la procédure préjudicielle par rapport aux autres recours (en particulier de l'article 169) ..... 697

Demande de décision préjudicielle d'interprétation. — 1° Compétence de la Cour de justice des Communautés européennes. — 2° Compétence des juridictions nationales ..... 718